



## DÉCLARATION

Le Ministère des Affaires étrangères de l'État Plurinational de Bolivie dénonce à la communauté internationale qu'une série d'actions déstabilisatrices sont en cours dans notre pays, menées par l'ancien président Evo Morales Ayma, qui cherchent à perturber l'ordre démocratique, constituant une menace sérieuse non seulement pour la Bolivie, mais aussi pour la stabilité et la sécurité dans notre région.

Ces actions se sont intensifiées au cours des treize derniers jours, avec un blocage criminel des routes, principalement sur la route principale qui relie l'est et l'ouest de la Bolivie, empêchant l'approvisionnement régulier en nourriture, carburant et médicaments, ainsi que le libre transit de la population, violant les droits individuels et collectifs, et affectant l'économie des familles boliviennes, en particulier les plus vulnérables.

Notre gouvernement a démontré à plusieurs reprises sa volonté de dialogue, mais il est clair que derrière ces mobilisations se cachent des intérêts personnels et qu'aujourd'hui, ils cherchent également à manipuler la justice à la recherche de l'impunité, menaçant ainsi de briser l'ordre constitutionnel.

Nous dénonçons la participation de groupes violents liés à l'ancien président Evo Morales Ayma, parfois armés, qui ont publiquement menacé de faire couler le sang et qui, à ce jour, ont fait 14 blessés graves et très graves parmi les membres de nos forces de police.

Notre gouvernement a pris des mesures pour fournir de la nourriture, du carburant et des médicaments, ainsi que pour débloquer les routes dans le cadre de notre Constitution politique de l'État, dans le but de sauvegarder le bien commun.

L'État Plurinational de Bolivie appelle la communauté internationale, les États, les organisations multilatérales et les peuples du monde à rester vigilants face à ces actes déstabilisateurs qui visent à mettre en péril la démocratie recouvrée par le peuple bolivien.

La Paz, 26 octobre 2024.